

**DECISION N°117/10/ARMP/CRD DU 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 2010  
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN  
COMMISSION LITIGES SUR LE RECOURS DE L'ENTREPRISE MASTER OFFICE  
CONTESTANT L'ATTRIBUTION DU MARCHE DE FOURNITURE DE MOBILIERS ET  
MATERIELS DE BUREAU AU PROFIT DU MINISTERE DE L'INTERIEUR**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION  
LITIGES,**

Vu le Code des Obligations de l'Administration modifié par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 ;

Vu le décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant code des marchés publics modifié notamment en ses articles 86,87 et 88 ;

Vu le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) notamment en ses articles 20 et 21 ;

Vu la décision n° 005/ARMP/CRMP du 19 mai 2008 portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

Vu la lettre en date du 23 août 2010 du Directeur Général de l'entreprise MASTER OFFICE ;

Après avoir entendu le rapport de M. Oumar SARR, rapporteur présentant les moyens et les conclusions des parties,

Après consultation de Monsieur Mansour DIOP, Président, de MM. Abd'El Kader NDIAYE, Mamadou DEME et Birahime SECK, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Messieurs Youssouf SAKHO, Directeur Général de l'ARMP, Oumar SARR, Conseiller juridique et René Pascal DIOUF, Chargé des enquêtes sur les procédures de passation et d'exécution des marchés publics, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Adopte la présente délibération fondée sur la régularité du recours.

Par lettre en date du 23 août 2010, enregistrée le 24 août 2010 sous le numéro 571/10 au secrétariat du CRD, le directeur de l'entreprise MASTER OFFICE a contesté le rejet de son offre relative à la fourniture de mobiliers et matériels de bureau commandés par le Ministère de l'Intérieur.

**SUR LA RECEVABILITE**

Par lettre en date du 11 août 2010, la Direction de l'Administration générale et de l'Équipement du Ministère de l'Intérieur a notifié à l'entreprise MASTER OFFICE la décision d'attribution provisoire, incluant un avis à candidats non retenus, du marché relatif à la fourniture de mobiliers et matériels de bureaux destinés à la Direction de l'Administration générale et de l'Équipement ;

Le 13 août 2010, Master Office, qui a estimé son éviction incompréhensible a saisi l'autorité contractante d'un recours gracieux ;

Le 17 août 2010, en réponse audit recours, l'autorité contractante y a opposé une fin de non recevoir.

Le 24 août 2010, Master Office a contesté cette décision devant le CRD.

Considérant qu'aux termes de l'article 86 du code des marchés publics, tout candidat évincé d'une procédure d'attribution d'un marché peut saisir la personne responsable dudit marché d'un recours gracieux, en invoquant une violation caractérisée de la réglementation des marchés publics ;

Qu'en l'absence de suite favorable de son recours gracieux, le requérant dispose de trois jours (3) jours ouvrables à compter de la réponse de l'autorité contractante pour présenter un recours au Comité de Règlement des Différends ;

Considérant qu'il est constant comme résultant des énonciations de la lettre de saisine du requérant que celui-ci a reçu la réponse de l'autorité contractante à son recours gracieux le 17 août 2010 ;

Qu'il a saisi le CRD le 24 août 2010, date d'enregistrement de ladite saisine au courrier arrivée de l'ARMP ;

Qu'il en résulte que la saisine du CRD est intervenue hors du délai des trois (3) jours prévus à l'article 87 du Code des Marchés publics ; qu'à cet égard, il doit être déclaré irrecevable en son recours ; en conséquence,

**DECIDE :**

- 1) Déclare irrecevable le Directeur de l'entreprise MASTER OFFICE en sa saisine ;
- 2) Dit que le Directeur Général de l'Autorité de Régulation des marchés publics est chargé de notifier au Directeur de l'entreprise MASTER OFFICE, au Ministère de l'Intérieur ainsi qu'à la DCMP, la présente décision qui sera publiée.

**Le Président**

**Mansour DIOP**